
SEINE NORD INFOS

La lettre de liaison de l'Association Seine-Nord Europe

- Numéro 9 – Septembre 2013 -

Editorial

Mobilisation maximale

**pour que Seine-Nord Europe, au sein de la liaison européenne Seine-Escaut,
soit au rendez-vous des financements communautaires début 2014**

Le 17 avril dernier, Frédéric CUVILLIER, ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, chargeait le Député Rémi PAUVROS d'une mission de reconfiguration du projet Seine-Nord Europe, destinée à « réexaminer le projet dans ses aspects techniques et réglementaires, afin d'optimiser significativement le coût d'investissement » et avec pour objectif de « rendre possible la réalisation de ce canal qui représente un espoir pour les territoires traversés, pour l'économie de la France et de l'Europe du Nord ». Les premières propositions de cette mission sont attendues pour l'automne 2013.

Les membres de notre association, élus et acteurs économiques de multiples horizons, appellent à la confirmation de la poursuite de ce projet, considéré comme le futur « big bang » économique pour nos territoires à l'instar du tunnel sous la Manche. Nous sommes très actifs, comme l'ont prouvé les Livres Blancs réalisés par l'association et les événements organisés à Cambrai en septembre 2012 et à Lille en février 2013. Aujourd'hui, il nous faut être lucide, constructif, et peut-être même visionnaire. Personne ne contestera qu'une reconfiguration du projet soit nécessaire si celle-ci est une meilleure façon de poser le problème et d'aboutir à des solutions. Les prochains mois seront décisifs. C'est dans cet esprit qu'a été organisée à Paris le 11 juillet dernier à la suite de notre Assemblée générale annuelle, une conférence-débat afin de recueillir les premières orientations de la mission de reconfiguration et d'échanger avec le M. le Député en mission Rémi PAUVROS et les acteurs économiques pour lesquels Seine-Nord Europe est synonyme de croissance et de création d'emplois.

L'Europe, à travers ses financements, est une grande chance que nous devons saisir. Pour surmonter la crise actuelle, notre économie a plus que jamais besoin de Seine-Nord Europe, investissement d'avenir au service du développement durable, de la compétitivité des entreprises et de la transition énergétique. En cette période charnière pour le projet, nous devons conforter notre mobilisation pour que Seine-Nord Europe, dont le processus est engagé depuis des années avec le soutien financier de multiples acteurs, soit bientôt une réalité pour les territoires. Il nous appartient à tous, à nous les acteurs territoriaux tout comme au Gouvernement, d'être au rendez-vous des financements communautaires à solliciter début 2014 pour le programme 2014-2020.

Philippe MARINI, Président de l'association Seine-Nord Europe
Sénateur Maire de Compiègne, Président de la Commission des Finances du Sénat



Le Député Rémi PAUVROS
✉ Cyril Toutain - Originis

Invité d'honneur de la conférence-débat, Rémi PAUVROS, le Député du Nord en charge de la mission de reconfiguration, s'est vu remettre par le Président Philippe MARINI, les deux Livres blancs réalisés par l'association en 2009 et 2012, qui font état des nombreuses coopérations et des dynamiques économiques déjà engagées sur les territoires autour du projet Seine-Nord Europe. Ses premiers mots ont été rassurants quant à sa vision de la mission : « Si j'ai accepté cette mission, c'est bien pour créer les conditions d'un arbitrage favorable ».

Il ressort des propos du Député PAUVROS une volonté ferme : continuer à œuvrer à la bonne fin de ce « projet d'intérêt national, qui s'inscrit dans une perspective unique de développement pour l'ensemble du territoire français ».

Conférence-Débat sur le projet Seine-Nord Europe du 11 juillet 2013 à Paris

Rémi PAUVROS conforte le projet Seine-Nord Europe dans ses fondements, et souhaite créer les conditions d'un arbitrage favorable

Plus de 120 élus, acteurs économiques issus des différentes filières (agriculture et agro-industrie, matériaux de construction, produits recyclables, sidérurgie, automobile, agro-alimentaire et grande distribution...) et des régions desservies (Ile-de-France, Picardie, Nord-Pas-de-Calais) mais aussi de tout l'axe Seine et des régions voisines européennes, se sont retrouvés le 11 juillet 2013 au Conservatoire National des Arts et Métiers. Philippe MARINI, Président de l'association Seine-Nord Europe, et Rémi PAUVROS, Président de la mission de reconfiguration du projet Seine-Nord Europe, ont affiché une volonté commune de voir cette mission aboutir sur la réalisation effective du canal Seine-Nord Europe.

En ouverture de cette conférence, Philippe MARINI a rappelé la situation du projet Seine-Nord Europe et la mise en place d'une mission de reconfiguration, « *approche qui ne peut que recevoir le soutien de l'association, si elle est réaliste et progressiste* ». Pour Philippe MARINI, l'objectif est d'être au rendez-vous des demandes de financements européens pour la période 2014-2020. Il a ensuite largement laissé à la parole à Rémi PAUVROS pour que ce dernier précise les contours de sa mission, son calendrier de travail et les premiers éléments de réflexion.



Le Député Rémi PAUVROS en charge de la mission de reconfiguration du projet Seine-Nord Europe et Philippe MARINI, Président de l'association
© Cyril Toutain - Originis

L'engagement de Rémi PAUVROS : œuvrer à la bonne fin du projet en lien avec l'association

D'emblée, le Député du Nord a tenu à rassurer les participants sur l'objectif de sa mission : « *il ne s'agit pas d'enterrer le projet mais bien de créer les conditions d'un arbitrage favorable* ». Il a également confirmé que la Déclaration d'Utilité Publique ne sera pas remise en cause. Le Député a également confirmé, comme l'a souvent rappelé l'association, que Seine-Nord Europe devait être construit au grand gabarit européen, en précisant qu'une infrastructure comme un canal est un « *outil évolutif* » qui se développe et se transforme avec le temps, prenant pour exemple le canal Albert en Belgique où les écluses ont été modifiées, les ponts relevés, etc.

Les points clés de l'intervention de Rémi PAUVROS

1. Sa mission a pour objet de créer les conditions d'un arbitrage favorable à la réalisation du projet ;
2. Le grand gabarit européen envisagé pour le futur canal (essentiel à son attractivité) tout comme la Déclaration d'Utilité Publique (indispensable au respect des échéances à venir) ne seront pas remis en cause ;
3. Son objectif est d'être au rendez-vous des demandes de financements européens début 2014 ;
4. Un point d'étape sera fait au Ministre délégué chargé des Transports à l'automne 2013 avant une proposition d'arbitrage en fin d'année.

« Les plates-formes sont un enjeu considérable »

Rémi PAUVROS a également appelé à une meilleure intégration des acteurs économiques (chargeurs, transporteurs, logisticiens...) aux réflexions en cours. Il s'agit de travailler en liaison avec les filières utilisatrices concernées, mais également avec la batellerie, afin d'intégrer ses propositions. Dans cette optique, l'association Seine-Nord Europe constituera un relais essentiel et une force de conseil auprès de la mission de reconfiguration. Il a également souligné toute l'importance des plates-formes multimodales qui devraient être adossées au futur canal. Très attentif au discours des acteurs économiques, Rémi PAUVROS a précisé qu'il engagera des auditions avec de nombreuses parties prenantes.

L'objectif du Député est clair : « *présenter à Bercy un plan de financement fiable qui ne soit pas en contradiction avec le contexte économique actuel* » en sachant bien que la Commission Européenne et la Banque Européenne d'Investissement sont prêtes à augmenter leur contribution.

Des acteurs économiques très mobilisés qui souhaitent de la visibilité sur le calendrier de réalisation de Seine-Nord Europe

A l'occasion de la conférence-débat, trois tables rondes ont permis à de nombreux acteurs économiques de réaffirmer leurs attentes et leur intérêt quant à la réalisation de Seine-Nord Europe. Ils ont évoqué différents projets d'investissements qui seraient en lien avec ce projet, et rappelé le besoin de visibilité des acteurs économiques quant à sa réalisation.

1er Enjeu : alimenter la croissance des territoires et générer des emplois pérennes

Jean-Bernard BAYARD, Vice-Président de la FNSEA, a rappelé que Seine-Nord Europe était un « projet vital pour la profession », qui permettrait de mieux répondre à la demande, d'être plus réactif et mieux présent sur les marchés de demain. Pour Alain VRILLON, Chairman of the Board, **Ajinomoto Foods Europe SAS**, « Seine-Nord Europe aurait un impact fort sur nos activités futures », ses actionnaires y voyant un vecteur de développement. Il a rappelé combien les infrastructures étaient un levier clé pour la compétitivité de l'industrie française.

Reynald DEBAUT-HENOCQUE, Directeur **Production Control de Toyota Motors Manufacturing France**, a précisé que le site de Toyota à Onnaing près de Valenciennes avait fait le choix du transport fluvial, car ce mode répondait à leurs besoins en matière de transport de conteneurs et aux exigences de l'entreprise en termes de développement durable. Erik PORTUGAELS, Directeur général de la société qui exploite différents canaux en Belgique, a insisté sur le caractère de « pôle d'investissements industriels » d'un canal : « Pour le canal Albert, cela s'est traduit par la création de 60 000 emplois dans les usines autour du canal ». Pour Vincent MEZURE, Directeur du développement de **SITA Ile-de-France**, « SITA est très intéressé par le projet car nous avons besoin de coupler les régions Nord et Ile-de-France dans nos activités au travers de ce maillon manquant ».



De g. à d. : Erik PORTUGAELS (De Scheepvaart), Vincent MEZURE (SITA Ile-de-France), Alain VRILLON (Ajinomoto Foods Europe SAS), Reynald DEBAUT-HENOCQUE (Toyota Motors Manufacturing France), Jean-Bernard BAYARD (FNSEA)

© Cyril Toutain - Originis

2ème enjeu : contribuer durablement à la compétitivité de la « Marque France »



David APPIA (AFII)
© Cyril Toutain - Originis

David APPIA, Président de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII), a d'abord souligné que « la France est un des premiers pays d'accueil des investissements dans le domaine de la logistique, dans l'industrie ainsi que dans la recherche et développement ». Pour lui, Seine-Nord Europe envoie un signal fort aux investisseurs étrangers. Dès la décision prise, l'AFII s'engage à promouvoir le projet auprès des entreprises et investisseurs étrangers. Philippe ESNOL, Sénateur-Maire de Conflans-Sainte-Honorine, et Arnaud RICHARD, Député des Yvelines, ont regretté la faible place accordée au transport fluvial aujourd'hui. Philippe ESNOL a souligné l'attachement des professionnels au grand gabarit européen.

3ème enjeu : renforcer la position de la France au carrefour de l'Europe

Si le projet de liaison fluviale européenne Seine-Escaut a pour objet de « relier l'Ile-de-France à l'arc fertile européen » selon Franck VALLERUGO, Professeur titulaire de la Chaire Économie Urbaine de l'ESSEC, il est perçu d'un nouvel œil par les acteurs portuaires français et notamment ceux du Havre qui y voient « un surcroît potentiel d'activité important », dans le prolongement de la création d'HAROPA. Mais comme l'a souligné Dominique DEVAUX, Déléguée générale de l'Union maritime et portuaire du Havre, il convient de prendre des mesures d'homogénéisation des conditions de manutention dans les ports français, en comparaison de ceux du Range Nord.



Franck VALLERUGO (ESSEC)
© Cyril Toutain - Originis

L' « union sacrée » autour de Seine-Nord Europe



L'assemblée réunie par l'association au CNAM le 11 juillet dernier
© Cyril Toutain - Originis

En préambule de la conférence-débat, l'Assemblée Générale statutaire de l'Association s'est tenue en début de matinée le 11 juillet 2013.

A travers le rapport moral de l'association, le Président Philippe MARINI a résumé l'activité de l'association, et l'ensemble des initiatives placées sous le signe de « l'union sacrée » autour de la réalisation du projet. Il n'a pas manqué de souligner les délais serrés à tenir pour appeler à de nouveaux financements européens au premier semestre 2014, sachant que **la contribution financière de l'Europe pourrait passer d'un taux de financement des travaux de 6 % à 40 %, dans le**

nouveau cadre budgétaire européen 2014-2020. Il a également rappelé la nécessité de confirmer les caractéristiques de grand gabarit européen du projet dans le cadre de la mission de reconfiguration en cours, et la nécessité de déterminer les modalités les plus efficaces et rapides pour assurer le financement du projet.

A l'issue des débats, le rapport moral, le rapport financier, les résolutions présentées et la composition du comité de direction ont été approuvés à l'unanimité.

Philippe MARINI a également émis le souhait d'un « élargissement » du comité de direction, notamment en direction des acteurs de l'Ile-de-France, de telle sorte que l'association puisse jouer son rôle de fédération de toutes les forces vives, économiques, sociales, politiques, territoriales et professionnelles. Il a également proposé d'engager les actions proposées par différents membres présents (voir ci-contre).

Le nouveau Comité de direction de l'association est ainsi composé des personnalités suivantes :

Président :

Philippe MARINI, Sénateur-Maire de Compiègne

Premier Vice-Président :

Daniel PERCHERON, Sénateur du Pas-de-Calais,
Président du Conseil régional Nord-Pas de Calais

Vice-Présidents :

Philippe BONNEVIE, Délégué général de l'AUTF

Serge CAMINE, Président du CESER de Picardie

Michel DELEBARRE, Sénateur-Maire de Dunkerque

Marcel DENEUX, Sénateur de la Somme

Philippe ESNOL, Sénateur-Maire de Conflans Ste Honorine

Vice-Président - Secrétaire général :

Jean-François DALAISE, Président de Ports de Paris

Vice-Président trésorier :

Philippe VASSEUR, Président de la CCIR Nord de France

Bienvenue aux nouveaux membres :

Depuis cette AG 2013, l'association a enregistré les adhésions de Lille Métropole et de Waterwegen & Zeekanaal VZW.

Interventions de membres

Jacques TRORIAL, Président de l'Association pour le Développement des Ports Français (ADPF), a apprécié d'entendre Dominique DEVAUX, Déléguée générale de l'Union maritime et portuaire du Havre, évoquer la mutation du Port du Havre par rapport au projet Seine-Nord Europe.

Marcel DENEUX, Sénateur de la Somme, a souligné l'intérêt à sensibiliser les personnes qui ont de l'influence dans la gouvernance globale. C'est le cas, par exemple, d'Anne LAUVERGEON, présidente de la Commission Innovation 2030. Il semble important de la rencontrer pour qu'elle intègre Seine-Nord Europe au paysage de 2030.

Jacques de VILLENEUVE, Président d'EuroSeine, estime qu'il y a en Picardie un certain scepticisme vis-à-vis du projet et une tentation de se limiter à quelques travaux d'aménagements des réseaux existants. Il lui semble important d'insister sur la nécessité d'entrer dans « l'univers du grand gabarit » et de mobiliser la FNSEA dans les futures rencontres avec les partenaires du projet.

Les prochaines initiatives de l'association Seine-Nord Europe

Comme évoqué lors de la conférence-débat, l'association se mettra au service de Rémi PAUVROS et de son équipe afin d'accompagner au mieux les travaux de la mission.

L'association participera avec détermination aux débats parlementaires liés aux transports, aux investissements, à la transition énergétique... Des rencontres avec les décideurs clés seront suscitées.

